Projet

PROJET DE NOTE D'OPPORTUNITE

Le secteur apprentissage et formation professionnelle agricole du SNETAP-FSU a décidé de rédiger une charte sociale de la formation professionnelle pour afficher les spécificités du service public de la formation agricole auprès des financeurs, en particulier dans le cadre des appels d'offre des conseils régionaux.

Plusieurs raisons motivent cette décision :

Les centres de formation professionnelle et de promotion agricole, organismes publics du Ministère de l'Agriculture, répartis sur l'ensemble du territoire (au moins un centre par département) proposent des actions de formation continue tout au long de la vie : accompagnement (bilans ,accompagnement VAE) insertion professionnelle (prestations ANPE ,socialisation ,projet professionnel),actions de formation de courte durée ,des actions de formation qualifiante .Les centres de formation se veulent au service des usagers et des entreprises d'un territoire et /ou au service d'une filière professionnelle ;

Les CFPPA sont des outils pour le service public, l'aménagement du territoire et le développement local .Son champ d'action se situe tant dans le secteur agricole que dans le domaine de l'environnement et du service à la personne.

Depuis les années 1990 de nombreux changements sont intervenus liés à un contexte qui évolue vite.

Depuis quelques années, les centres connaissent des situations de crise.

Cette crise est liée ,d'une part à la décentralisation qui attribue aux régions la compétence de la formation professionnelle et ,d'autre part ,au code des marchés publics qui met en concurrence les organismes de formation .Cette politique a des conséquences importantes sur le fonctionnement des centres :

- diminution du volume de formation conventionné du fait des politiques régionales,
- mise en concurrence des organismes de formation, y compris des centres publics entre eux et obligation de réajuster les coûts à la baisse ,
- libéralisation du marché de la formation,

Les conséquences de l'application de la procédure d'appel d'offres sont multiples :

- incertitude sur la pérennité des actions et des organisations mises en place pour les assurer,
- sentiment d'inquiétude et d'insécurité professionnelle pour tous les acteurs : directeurs de centre, formateurs, administratifs, ouvriers,
- la précarité des acteurs avec le recrutement de plus en plus de vacataires, contrat CDD d'un an au lieu de 3 ans.
- incitation au départ des titulaires souvent chevilles ouvrières des centres, vers la formation initiale scolaire.

En conclusion :

Compte tenu du contexte économique et législatif avec la loi de modernisation sociale et de formation tout au long de la vie, l'action du service public est rendue légitime.

Pour cela, la collectivité territoriale qui en a la compétence se doit de conforter la position des centres publics de formation.

PROJET DE CHARTE

Une charte sociale comme critère de choix dans l'appel d'offres nous paraît être une réponse adaptée. Elle permettra de promouvoir les centres de formation par la qualité des services qu'ils donnent.

« LES CFPPA : UN SERVICE PUBLIC POUR LA FORMATION TOUT AU LONG DE LA VIE »

***OUTIL DE MAILLAGE DE TERRITOIRE
DES FORMATIONS ADAPTÉES, PERSONNALISÉES***

CHARTRE DU SERVICE PUBLIC DES CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE PROMOTION AGRICOLE

DES VALEURS DU SERVICE PUBLIC GRACE A :

Un cadre législatif :

- Loi de formation tout au long de la vie du 04 mai 2004
- Code marché public du 07 janvier 2004
- Loi d'orientation agricole de juillet 1999¹
- Charte nationale d'engagement des CFAA et CFPPA du 18 mai 1999
- Décret n° 93-432 du 24 mars 1993 sur la mission de formation continue des adultes du service public d'éducation.

Un Ministère de Tutelle :

- Ministère de l'Agriculture et de la Pêche

Une structure d'accueil :

Le CFPPA est centre constitutif de l'Etablissement Public Local d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricole (EPLEFPA), chargé de la formation professionnelle et de la promotion sociale.

L'EPLEFPA est constitué en outre d'un lycée agricole, d'un centre de formation d'apprentis, d'une exploitation agricole.

L'EPLEFPA peut regrouper plusieurs centres constitutifs : lycée ,centre de formation d'apprentis ,exploitation agricole ,ateliers technologiques

A ce titre, le CFPPA dispose :

- d'un projet d'établissement évolutif, validé et reconnu dans les instances.
- d'ateliers pédagogiques et d'expérimentation que sont les exploitations agricoles.
- des actions d'éducation socioculturelle de l'établissement.

- des outils tels que : salle informatique, centre de ressources, laboratoires, restauration et hébergement.
- d'un réseau de partenaires socio-professionnels reconnus.
- de la dynamique et des compétences portés par l'ensemble des centres de l'EPLFPA, et de son rayonnement dans son territoire.

Une équipe éducative :

- un statut de droit public.
- la stabilité des personnels.
- la qualification des personnels.
- une pérennité de l'équipe
- une implication de l'équipe sur un projet à long terme

DES VALEURS DE SERVICE PUBLIC QUI CONFÈRENT DES DROITS AUX FORMES

- une égalité de traitement de tous les stagiaires (accueil, information, positionnement, suivi).
- la garantie d'un réseau d'entreprises partenaires.
- la garantie des dispositifs de validation (diplômes nationaux, unités capitalisables, VAE)
- la garantie d'un suivi à l'insertion.
- La participation aux instances dirigeantes : conseil de centre, conseil d'administration ; .

DES VALEURS DE SERVICE PUBLIC QUI CONFÈRENT DES DROITS AUX PERSONNELS DE LA FORMATION CONTINUE

- un emploi défini par un statut de droit public.
- un droit à la formation dans les écoles nationales de formation.
- une commission locale de formation chargée d'étudier les besoins des personnels.
- contrôle et inspection des personnels par des inspecteurs nationaux de l'enseignement agricole,
- une possibilité de titularisation pour les contractuels.

DES RÉPONSES QUALITATIVES POUR GARANTIR LE SERVICE PUBLIC

- **Le savoir-faire** des équipes pédagogiques et administratives, qualifiées et pérennes :
 - qui bénéficient de la connaissance du milieu socio-professionnel,
 - qui mettent en œuvre un travail d'équipe favorisant une pédagogie adaptée,
 - qui coordonnent les actions de formation et le suivi individuel des stagiaires.

-qui connaissent les problèmes de développement local et d'aménagement du territoire

- **La capacité d'adaptation** aux différents publics avec la mise en place de plans de formation individualisée, alternée, avec un contrat de formation négocié.
- **La capacité d'adaptation** aux évolutions contextuelles de la formation continue :
 - avec des équipes structurées en cellule d'appui et de développement : cellule d'ingénierie de la formation professionnelle, cellule qualité, cellule emploi et insertion.
 - avec des formateurs enseignants, des coordonnateurs, des chargés de mission : des emplois pour répondre à l'évolution des métiers et à la diversification des activités.
- **La capacité d'insertion sociale et professionnelle**, grâce à des moyens mis en œuvre pour atteindre la réussite aux formations diplômantes et qualifiantes.
 - des moyens humains avec des personnels qualifiés et référents pour le suivi du stagiaire.
 - des moyens matériels, avec l'appui de cellule d'insertion et d'emploi (fiche-navette, fiche-suivi,...).
 - La capacité à faire appel à un réseau, réseaux** des CFAA CFPPA.
 - La capacité à mutualiser les expériences pédagogiques**
 - La possibilité de faire appel à des services spécialisés : ENESAD**

Les CFPPA, conscients des nouveaux enjeux de la formation, renforcent leur réactivité et répondent aux besoins des usagers.

La structure d'accueil, le statut des agents, les pédagogies adaptées sont ils des réponses pour garantir le rôle des CFPPA ?

Est-ce une réponse pour garantir les conditions de service public de formation ?

Comment la prise en compte de cette charte sociale dans les critères d'attribution du marché peut apparaître comme une réponse adaptée à la demande sociale ?

Comment peut-elle donner au service public de formation sa place légitime ?

¹ La loi d'orientation agricole détermine 5 missions de l'enseignement agricole :
la formation, l'animation rurale, le développement agricole, la coopération internationale et l'insertion. Les stagiaires de la formation continue bénéficient des actions de ces cinq missions.